

Le Mondepour **Directmatin** PLUS

Repreneur. Site industriel spécialisé, depuis 1964, dans la fabrication de semi-conducteurs, Altis est menacé de disparition. Serge Dassault, maire UMP de Corbeil-Essonnes, veut le sauver. Avec des capitaux russes.



L'usine de semi-conducteurs d'Altis, à cheval sur Corbeil-Essonnes et Le Coudray (91).

© A. ROHOU

Fabriquer ou ne pas fabriquer

► A partir d'avril, selon la CGT, «il coûtera plus cher à Altis de fabriquer que de ne pas fabriquer...»

Les microprocesseurs en France, c'est fini ! En 2006, un plan social a réduit les effectifs, mais l'usine n'utiliserait que 75 % de sa capacité de production et elle afficherait des coûts «30% supérieurs à la fourchette de compétitivité du marché mondial», soutient la confédération. La direction projette de mettre en place une nouvelle organisation du travail par tranches de 2x12 heures, mais elle se heurte aux syndicats.

L'ultime sauvetage d'Altis

Cette société d'électronique de l'Essonne est menacée

Depuis des mois, un feuilleton se joue autour de l'usine Altis. Un fabricant de semi-conducteurs situé à cheval sur Corbeil-Essonnes et Le Coudray-Montceaux (Essonne). Construit en 1964 par IBM, longtemps considéré comme le fleuron français de l'industrie électronique, le site industriel, soumis à une rude concurrence asiatique, périclité. Les collectivités locales ont injecté plus de 20 millions d'euros mais le problème semble structurel. Altis vend trop cher. Les carnets de commandes se vident. A la fin décembre, ses deux actionnaires et clients, IBM et Infineon, se retireront.

Un compte à rebours dur à vivre pour les 1 330 salariés et 1 600 emplois indirects. Seul espoir : convaincre un repreneur.

En septembre 2007, IBM et Infineon annoncent avoir cédé l'entreprise à une société suisse, AES, détenue à 75 % par une mystérieuse holding russe, GIS (Global Informations Services). Le journal moscovite *Kommersant* prétend alors que derrière ce montage financier se cache l'agence d'Etat, Rosoboronexport, chargée de la quasi-totalité des exportations d'armements

russes. Emoi au ministère de l'économie et des finances français. Ce vendeur d'armes s'intéresse-t-il vraiment à Altis ? Y a-t-il un risque à laisser faire ? Qu'advient-il des brevets français ? Bercy déclenche une enquête. Les mois passent...

Un an plus tard, Rosoboronexport disparaît du paysage mais la piste russe refait surface et l'espoir des salariés renaît. Face à la presse, Serge Dassault, sénateur et maire UMP de Corbeil-Essonnes, se présente comme le seul capable de sauver l'usine. De fait, il décroche une audience auprès de Vladimir Poutine. Mais le nouveau chef du gouvernement russe paraît peiner à comprendre le sujet.

Il n'empêche, assure Serge Dassault, la Russie qui veut combler son énorme retard sur le marché de la microélectronique reste sur les rangs. Il serait question d'un nouveau projet, avec des intérêts israéliens, cette fois, dans le domaine de l'aéronautique. «C'est du bluff, accuse Marc Roumejon, secrétaire général de la CGT en Essonne. A l'Est, rien de nouveau ! La filiale russe est obsolète depuis le départ. Tout ce qui les intéressait, c'était d'acheter les brevets et de dépe-

cer l'usine. Seul l'Etat français peut intervenir en confiant à Altis la fabrication de microprocesseurs pour la Défense nationale.» La CGT appellera à bloquer l'usine dans les prochains jours et à manifester en ville.

«N'accordez aucune valeur à ce que dit la CGT. On est en train d'étudier plusieurs pistes privées ou gouvernementales en Russie», assure Serge Dassault. «Des Russes se rendront sur le site, ce jeudi», ajoute-t-on au cabinet du maire. La direction d'Altis refuse de communiquer sur le sujet ou le rendez-vous de ce jour, et le feuilleton à suspense continue pour le 5^e employeur et 1^{er} pourvoyeur de taxe professionnelle de l'Essonne. «Il manque encore la décision finale du gouvernement russe pour trouver le financement nécessaire, déclare Serge Dassault, président de la communauté d'agglomération Seine Essonne. Si la décision est négative, il faudra revoir entièrement tous nos projets de dépense et ce ne sera pas facile...» ■

Anne Rohou

«Il manque encore la décision finale du gouvernement russe pour le financement»

Serge Dassault, maire UMP de Corbeil

CET APRÈS-MIDI DANS **Le Monde**

Santé : l'autonomie, défi majeur de la longévité